

SÉANCE D'INFORMATION MARCHÉS PUBLICS - CCMP

DÉPARTEMENT DE LA SANTÉ, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS (DSJS)

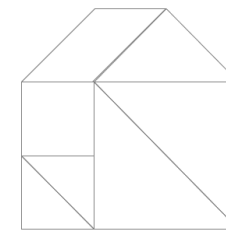
Service des bâtiments (SBAT)

Domaine Stratégie et Projets (DoSP)

**Documents et modèles
dans le domaine de la construction**
28 novembre 2025



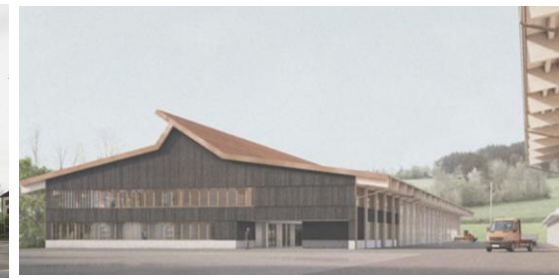
SBAT – DoSP En quelques chiffres



17 collègues **architectes** en charge de **30** **projets** en cours de développement au SBAT.

Le Grand Conseil neuchâtelois a d'ores et déjà octroyé au SBAT près de **300 millions de francs** de crédits d'investissement d'ici **2030**.

Soit entre 300 et **400 appels d'offres** seront publiés **sur SIMAP** dans les **5** **prochaines années**, juste pour le Service des bâtiments du canton de Neuchâtel.



OUTILS

Les guides sur les marchés publics

TRIAS

Guide pour les marchés publics

PAP

plateforme
de connaissances sur les
achats publics responsables

KBOB

Koordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane
der öffentlichen Bauherren

Conférence de coordination des services de la construction
et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics

simap.ch



sia

schweizerischer ingenieur- und architektenverein
société suisse des ingénieurs et des architectes
società svizzera degli ingegneri e degli architetti
swiss society of engineers and architects

c r b Standards pour la construction

GUIDE ROMAND POUR LES MARCHÉS PUBLICS

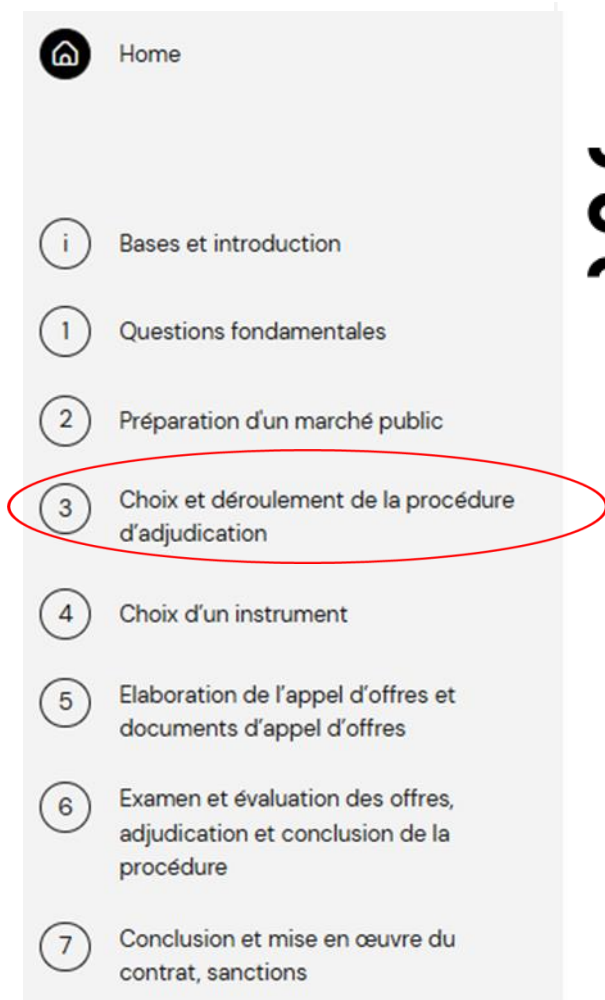
Édition du

01.05.2020

entièrement revue et complétée

Edité par la Conférence romande des
marchés publics (CROMP)

Guide téléchargeable en ligne à l'adresse suivante:
<https://www.vd.ch/marches-publics-guide-romand>



TRIAS

Guide pour les marchés publics

La Confédération (représentée par la Commission des achats de la Confédération [CA], la Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics [KBOB] et le Centre de compétence des marchés publics de la Confédération [CCMP]), les cantons (représentés par la Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement [DTAP]), les villes (Union des villes suisses [UVS]) et les communes (Association des Communes Suisses [ACS]) ont décidé de poursuivre la collaboration dans le domaine des marchés publics.

Un guide commun des marchés publics doit permettre d'assurer l'introduction et l'exécution uniformes.

La DTAP agit en qualité d'éditrice et d'autrice du guide et bénéficie du concours consultatif des organes stratégiques et des praticiens des partenaires précités.

Le guide disponible en allemand, français et italien prend la forme d'un instrument léger et pratique avec un niveau de détail modéré. Si nécessaire, il peut être téléchargé et imprimé. ACS, UVS, DTAP, CA et KBOB recommandent le guide commun des marchés publics TRIAS comme outil complémentaire dans la pratique des marchés publics d'une part et dans la formation des collaborateurs actifs dans le domaine des marchés publics d'autre part.

i

1

2

3 Choix et déroulement de la procédure d'adjudication

3.1 Quelle est la procédure applicable?

3.2 Procédure sur les marchés non soumis aux accords internationaux

3.3 Particularités des procédures sur les marchés soumis aux accords internationaux

3.4 Projets de construction sur les marchés soumis aux accords internationaux en guise de cas spécial

3.5 Checklists

3.1 Quelle est la procédure applicable?

Quelle importance le type de marché et la valeur du marché ont-ils?

Le type de marché et la valeur estimée du marché (cf. **tableau 1** ci-dessous) déterminent le type de procédure (procédure ouverte/sélective, procédure sur invitation, procédure de gré à gré selon l'art. 21 al. 1 **LMP** / **AIMP**) qui doit être mis en œuvre pour le marché. Les annexes à la **LMP** et à l'**AIMP** prévoient des valeurs seuils pour les différents types de procédures. Des valeurs seuils plus ou moins élevées s'appliquent selon le type de marché (travaux de construction [**dans l'AIMP: gros œuvre et second œuvre**], fournitures et services).

Hyperliens

→ 1.3 Quel est l'objet du marché public?

§ **art. 15 LMP**

§ **art. 15 AIMP**

3

Choix et déroulement de la procédure d'adjudication

3.1

Quelle est la procédure applicable?

3.2

Procédure sur les marchés non soumis aux accords internationaux

3.3

Particularités des procédures sur les marchés soumis aux accords internationaux

3.4

Projets de construction sur les marchés soumis aux accords internationaux en guise de cas spécial

3.5

Checklistes

4

5

3.5 Checklistes

Procédure ouverte sur les marchés non soumis aux accords internationaux (check-list)

Remarque: orange = accords internationaux

1. Définir le type de procédure et les points essentiels	+
2. Préparer l'appel d'offres et les documents d'appel d'offres	+
3. Publication	+
4. Réception et ouverture des offres	+
5. Consultation du procès-verbal d'ouverture des offres par les soumissionnaires	+
6. Examen des offres	+
7. Traitement des offres au prix anormalement bas	+
8. Rectification des offres	+
9. Traitement des variantes d'entrepreneurs	+
10. Interruption de la procédure d'adjudication	+
11. Conditions de participation contraignantes	+
12. Compilation du résultat de l'appel d'offres et proposition d'adjudication	+
13. Adjudication (et exclusions éventuelles)	+
14. Annonce de l'adjudication (et des exclusions éventuelles)	+
15. Debriefing	+
16. Révocation de l'adjudication entrée en force	+
17. Conclusion du contrat	+



Choix et déroulement de la procédure d'adjudication

3.1 Quelle est la procédure applicable?

3.2 Procédure sur les marchés non soumis aux accords internationaux

3.3 Particularités des procédures sur les marchés soumis aux accords internationaux

3.4 Projets de construction sur les marchés soumis aux accords internationaux en guise de cas spécial

3.5 Checklistes



3.5 Checklists

Procédure ouverte sur les marchés non soumis aux accords internationaux (check-list)

Remarque: orange = accords internationaux

1. Définir le type de procédure et les points essentiels	+
2. Préparer l'appel d'offres et les documents d'appel d'offres	+
3. Publication	+
4. Réception et ouverture des offres	+
5. Consultation du procès-verbal d'ouverture des offres par les soumissionnaires	+
6. Examen des offres	+
7. Traitement des offres au prix anormalement bas	—

En présence d'une offre à un prix anormalement bas, la/le responsable de projet invite le soumissionnaire – sous peine d'exclusion de la procédure – à démontrer qu'il remplit les conditions de participation et qu'il est en mesure de satisfaire aux conditions du marché.

Hyperliens

→ 6. Examen et évaluation des offres, adjudication et conclusion de la procédure

§ art. 38 al. 3 et art. 44 al. 2 let. c LMP

§ art. 38 al. 3 et art. 44 al. 2 let. c AIMP

Art. 38 Examen des offres

- 1 L'adjudicateur vérifie si les offres déposées respectent les exigences de forme. Les erreurs manifestes de calcul sont corrigées d'office.
- 2 L'adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de donner des explications sur leurs offres. Il consigne les questions posées et les réponses obtenues.
- 3 L'adjudicateur qui reçoit une offre dont le prix est anormalement bas par rapport aux prix des autres offres doit demander les renseignements utiles au soumissionnaire afin de s'assurer que les conditions de participation sont remplies et que les autres exigences de l'appel d'offres ont été comprises.

Art. 44 Exclusion de la procédure et révocation de l'adjudication

- 2 L'adjudicateur peut également prendre les mesures mentionnées à l'al. 1 lorsque des indices suffisants laissent penser en particulier que le soumissionnaire, un de ses organes, un tiers auquel il fait appel ou un organe de ce dernier:
 - a. a fourni à l'adjudicateur des indications fausses ou trompeuses;
 - b. a conclu un accord illicite affectant la concurrence;
 - c. remet une offre anormalement basse, sans prouver, après y avoir été invité, qu'il remplit les conditions de participation, et ne donne aucune garantie que les prestations faisant l'objet du marché à adjuger seront exécutées conformément au contrat;

Home > Informations utiles > Fiches d'information TRIAS

Downloads

- ↓ Fiche d'information Rectification des offres (art. 39 LMP/AIMP)
- ↓ Fiche d'information Dialogue (art. 24 LMP/AIMP)
- ↓ Fiche d'information Mesures pour lutter contre la corruption (art. 2 let. b et d / art. 11 let. a et b LMP/AIMP)
- ↓ Fiche d'information Développement durable dans les marchés publics (art. 2, 12, 29 s. LMP/AIMP)
- ↓ Fiche d'information Contrats-cadres (art. 25 LMP/AIMP)
- ↓ Fiche d'information Sanctions (art. 45 LMP/AIMP)
- ↓ Fiche d'information Prestations standardisées (art. 29 al. 4 LMP/AIMP)
- ↓ Fiche d'information Conditions de participation (art. 26 LMP / AIMP) et critères d'aptitude (art. 27 LMP / AIMP)
- ↓ Fiche d'information Délégation de tâches publiques et octroi de concessions (art. 9 LMP/AIMP)
- ↓ Fiche d'information Critères d'adjudication (art. 29 LMP/AIMP)

Fiche d'information Critères d'adjudication (art. 29 LMP/AMLP)

Juillet 2021

Phase de la procédure de passation de marchés concernée: la définition des critères d'adjudication (ci-après abrégés en «CA») intervient dans la phase préparatoire de l'appel d'offres. Les offres reçues sont évaluées à l'aide de ces critères pendant la phase d'évaluation.

L'art. 29 LMP/AMLP distingue entre les critères à disposition pour les marchés soumis aux accords internationaux (al. 1) et d'autres critères pour les marchés non soumis aux accords internationaux (al. 2). L'al. 3 régit l'annonce préalable de la pondération des CA et l'al. 4 l'utilisation du seul critère du prix pour les prestations standardisées.

Les CA mentionnés dans la LMP / AMLP sont (en rouge = Confédération uniquement):

«En tenant compte des engagements internationaux de la Suisse, [...] outre le prix et la qualité de la prestation, des critères tels que l'adéquation, les délais, la valeur technique, la rentabilité, les coûts du cycle de vie, l'esthétique, le développement durable, la plausibilité de l'offre, les différents niveaux de prix pratiqués dans les pays où la prestation est fournie, la fiabilité du prix, la créativité, le service après-vente, les conditions de livraison, l'infrastructure, le caractère innovant, la fonctionnalité, le service à la clientèle, les compétences techniques et l'efficacité de la méthode ainsi que – pour les marchés non soumis aux accords internationaux – à titre complémentaire les places de formation professionnelle initiale, les places de travail pour les travailleurs âgés ou une réinsertion pour les chômeurs de longue durée.

But / fonction des CA

L'adjudicateur définit les CA et leur pondération et les publie dans l'appel d'offres ou dans les documents d'appel d'offres. L'adjudicateur évalue les offres sur la base de ces critères et établit un classement. Le marché est adjugé à l'offre qui satisfait globalement le mieux les CA par rapport aux autres offres («offre la plus avantageuse» selon l'art. 41 LMP/AMLP). A la différence des critères d'appel (abrégés ci-après en «CAp»), les CA se rapportent à l'offre et une mauvaise évaluation n'entraîne pas l'exclusion: les offres peuvent satisfaire plus ou moins bien au barème d'évaluation

(graduellement), ce qui signifie que les soumissionnaires peuvent souvent compenser une mauvaise évaluation d'un CA par une très bonne évaluation d'un autre CA. Les CA sont pondérées en pour-cent, de manière à former un total de 100%. Par le biais de la pondération, l'adjudicateur peut et doit exprimer ce qu'il importe tout particulièrement dans le marché faisant l'objet de l'appel d'offres et qui est donc pris en compte en priorité dans le choix de l'offre la plus avantageuse.

Aperçu des critères d'adjudication à disposition

La liste des CA à disposition dans la LMP et AMLP n'est pas exhaustive. La liste à l'art. 29 LMP/AMLP est toutefois plus détaillée que précédemment. Le catalogue n'est cependant pas entièrement le même pour la Confédération et les cantons. L'AMLP n'énonce délibérément pas les deux critères d'adjudication «fiabilité du prix» et «différents niveaux de prix dans les pays d'origine» (→ Fiches d'information de la DTAP «Différents niveaux de prix» et «Fiabilité du prix»).

Le prix mais aussi la qualité doivent toujours être pris en compte dans le cadre de l'évaluation des offres. Les marchés publics de prestations standardisées peuvent y déroger (art. 29 al. 4 LMP/AMLP), pour autant que les spécifications techniques concernant les prestations permettent de garantir le respect d'exigences élevées en matière de durabilité (art. 29 al. 4 LMP).

→ Fiche d'information «Prestations standardisées»

1) Renforcement de la course à l'excellence

La volonté du législateur de renforcer la course à l'excellence est particulièrement reconnaissable dans la disposition relative aux CA. La réorientation sur l'utilisation des deniers publics qui soit économique et qui ait des effets économiques, écologiques et sociaux durables découlent de l'article énonçant le but (art. 2 LMP/AMLP) ainsi que le fait que le marché ne doit être «économiquement la plus avantageuse», mais à l'offre la plus avantageuse» (art. 41 LMP/AMLP) montre que la qualité doit (encore) gagner en importance par rapport au prix.

Désormais, il faudra être plus attentif au fait qu'il faut appliquer en matière de qualité (à l'instar du prix) une fourchette de qualité réaliste et une évaluation correspondante. Les différences qualitatives doivent être suffisamment prises en compte lors de l'évaluation. Le barème d'évaluation doit notamment comporter suffisamment de gradations (idéalement de 0 à 5 points, mais pas beaucoup moins). Le système d'évaluation et l'évaluation ne doivent pas être conçus de manière à ce que la procédure d'adjudication engendre une concurrence purement axée sur le prix.

2) Critères qualitatifs

L'art. 29 al. 1 LMP/AMLP cite p. ex. comme CA la créativité, le service après-vente, les conditions de livraison, l'infrastructure, le caractère innovant, la fonctionnalité, le service à la clientèle, les compétences techniques ou l'efficacité de la méthode, le développement durable (avec les trois dimensions économique, environnementale et sociale) et les coûts du cycle de vie.

→ Fiche d'information «Développement durable dans les marchés publics»

→ Annexe 1 du Guide de la KBOP concernant l'acquisition de prestations de mandataire ou l'acquisition de travaux de construction

→ Fiche d'information KBOP / CA «Nouvelle culture en matière d'adjudication – la concurrence axée sur la qualité, la durabilité et l'innovation au cœur du droit révisé sur les marchés publics»

Critères d'adjudication socio-politiques

En matière de CA motivés par des questions de politique sociale, l'accent est mis sur les questions de politique de l'éducation ou de politique d'achat, lesquelles se réfèrent principalement à la personne du soumissionnaire et moins à la prestation. De tels aspects (p. ex. la rémunération habituelle dans la branche ou au lieu où est fournie la prestation) sont par ailleurs déjà pris en compte au titre des conditions de participation et des critères d'aptitude.

La prise en compte de la formation des apprentis comme CA n'est possible que sur les marchés non soumis aux accords internationaux, parce que le système de formation dual est inconnu dans la plupart des États contractants de l'AMP 2012. L'application de critères qui se focalisent sur les places de

travail pour les travailleurs âgés ou la réinsertion des chômeurs de longue durée est également limitée par la loi aux marchés non soumis aux accords internationaux (art. 29 al. 2 LMP/AMLP). Il appartient à l'adjudicateur de choisir lequel de ces critères il entend appliquer. La prise en compte et l'évaluation de ces CA sont laissées à la libre appréciation de l'adjudicateur et doivent respecter le principe de l'interdiction de la discrimination. Le nombre de places de formation (apprentis) ou de places de travail (travailleurs âgés ou personnes réinsérées) doit par ailleurs être mis en relation avec le nombre total d'emplois du soumissionnaire correspondant ayant une succursale ou un siège en Suisse. C'est donc le nombre relatif qui est déterminant, et non le nombre absolu de places.

Pondération et méthodes d'évaluation

1) Communication et marge d'appréciation

Les CA doivent figurer dans l'appel d'offres ou dans les documents d'appel d'offres d'une part et leur pondération doit y être communiquée d'autre part. Pour des raisons de transparence, d'éventuels sous-critères doivent également être communiqués (dans les documents d'appel d'offres).

L'adjudicateur dispose d'une grande marge de manœuvre pour décider quelle pondération il souhaite accorder à quel CA. Seul le prix bénéficie d'une pondération minimale de 20% selon le Tribunal fédéral: il s'agit de la limite inférieure admissible, du moins selon la jurisprudence relative à l'ancien droit des marchés publics (cf. les remarques ci-après concernant le prix). Les adjudicateurs ont en revanche toute liberté concernant les critères de qualité, mais leur application doit toujours être pertinente.

Il faut en principe distinguer entre les critères d'aptitude et d'adjudication. Il est toutefois admissible de formuler une certaine exigence minimale comme critère d'aptitude et une satisfaction supplémentaire – aptitude supplémentaire) comme CA, au moins lorsque l'aptitude professionnelle ou l'expérience interviennent (cf. ATF 130 II 489).

2) Procédure d'évaluation et application

Les offres sont généralement évaluées selon un système de points. Pour chaque CA, l'offre qui satisfait le mieux aux critères obtient le plus de points, l'offre la plus mauvaise en obtient le moins. Un barème de notation est souvent

défini (avec des gradations suffisantes mais pas trop nombreuses, généralement entre 0 et 5). A l'exception de la construction, il est toutefois habituel pour la Confédération de publier par exemple une taxonomie à trois niveaux, y compris les exigences et les justificatifs (0%, 50%, 100%), ce qui permet alors aux soumissionnaires de découvrir directement le nombre de points attribués pour chaque niveau. Les points obtenus pour les différents CA sont ensuite multipliés par les pondérations communiquées à l'avance. Toutes les évaluations individuelles des CA pondérées produisent ensemble le nombre de points total ou la note globale. Les notes obtenues doivent être comparées sous forme synoptique pour l'ensemble des soumissionnaires dans une «matrice d'évaluation» et être complètes dans un classement.

Lors du choix et de l'application de son barème de notation, l'adjudicateur doit s'assurer que les différences en termes de prix mais aussi de qualité entre les produits ou les prestations puissent être évaluées de manière suffisamment différenciée. Il est p. ex. interdit de ne pas exploiter un barème de notation communiqué à l'avance (p. ex. avec des notes de 0 à 5, où 0 est la plus mauvaise note et 5 la meilleure), parce que l'appel d'offres prévoit déjà que toutes les offres admises à l'évaluation obtiennent au moins un 3. Une différenciation suffisante serait impossible avec cette restriction artificielle du barème. La pondération du prix ou de la qualité serait ainsi éliminée (cf. ATF 2018 IV/2; Tribunal administratif de St-Gall B 2016/168 du 26.10.2016). Le barème de notation avec les critères d'évaluation afférents devrait être organisé de telle sorte qu'une différenciation entre les soumissionnaires soit possible et compréhensible.

→ Annexe 1 du Guide de la KBOP concernant l'acquisition de prestations de mandataire ou l'acquisition de travaux de construction

Critère d'adjudication «prix»

Le prix doit obligatoirement être un CA. Le prix peut être ignoré dans les mandats d'étude et les concours d'idées, s'il n'en résulte aucun marché subséquent.

1) Pondération (minimale), fourchette de prix et communication

Selon la pratique actuelle du Tribunal fédéral, le CA Prix doit être pondéré indépendamment de l'objet du marché à hauteur d'au moins 20% (ATF 143 II 553, consid. 6.4). Une moindre

pondération du prix pourrait éventuellement être envisagée selon le nouveau droit. La pondération du prix et des autres CA doit être communiquée au préalable, c.-à-d. dans l'appel d'offres et sans que les offres concrètes ne soient déjà connues (art. 29 al. 3 LMP/AMLP). L'utilisation exclusive du CA Prix (pondération de 100%) n'est prévue que pour les prestations standardisées (art. 29 al. 4 LMP/AMLP).

→ Fiche d'information «Exemples de prestations standardisées»

A elle seule, la pondération du prix n'indique pas encore comment l'adjudicateur va évaluer concrètement les prix des offres proposées et si le système d'évaluation (fourchette de prix) qu'il choisit s'accorde avec la pondération choisie. Aucune courbe d'évaluation du prix plate (fourchette de prix large) ne doit être choisie, car cela relativiserait la pondération du prix (et entraînerait un risque de «dilution» de la pondération publiée, ce qui serait contraire au droit des marchés publics). Plus l'objet du marché est complexe (p. ex. dans le cas de prestations de planificateur de constructeurs globales, de solutions logicielles spécifiques à un secteur), plus des fourchettes de prix plus larges peuvent se justifier. Des fourchettes de prix plus étroites se justifient en revanche pour des prestations simples.

La fourchette de prix doit être définie de sorte à couvrir l'élément financier attendu des offres.

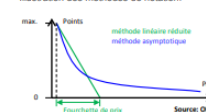
→ Annexe 1 du Guide de la KBOP concernant l'acquisition de prestations de mandataire ou l'acquisition de travaux de construction

2) Méthodes de notation du prix

La méthode de notation linéaire s'est majoritairement imposée dans la pratique de certains adjudicateurs. La méthode où la fourchette de prix et donc le point zéro sont définis préalablement et indépendamment des prix maximaux reçus dans l'appel d'offres ultérieur est également désignée «méthode linéaire réduite».

Des méthodes dites asymptotiques sont également appliquées. Elles se distinguent par un tracé dégressif de la courbe des prix, où les points de notation sont définis par l'évaluation linéaire, les offres les moins chères donnent lieu à une différenciation plus importante, tandis que les prix élevés obtiennent néanmoins des notes relativement bonnes et jamais zéro point.

Illustration des méthodes de notation:



Selon la jurisprudence actuelle, dans le CA Prix, les modèles où l'offre la plus basse n'est pas la mieux notée sont interdits (courbe en cloche, courbe de Gauss). Les modèles de prix plafonnés, où toutes les offres qui ne dépassent pas un certain pourcentage du prix moyen fixé par l'adjudicateur obtiennent la note maximale, sont également interdits. Les modèles asymptotiques précédemment évoqués peuvent également être délicats, lorsque des prix proposés élevés obtiennent toujours un nombre de points relativement élevé et ne sont donc pas suffisamment dégradés. Dans le cas individuel concret, il appartiendra aux tribunaux d'examiner et d'apprécier si un modèle choisi est admissible. Chaque méthode n'est en outre pas forcément reconnue par chaque tribunal cantonal, de sorte qu'il convient d'examiner l'admissibilité de la méthode dans le cadre de la préparation de l'appel d'offres.

→ Renvoi au Guide romand, Annexe T2

3) Gestion des «sous-enchères»

Les offres anormalement basses («sous-enchères», notamment lorsqu'elles sont inférieures au prix de revient) sont admissibles selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, pour autant que le soumissionnaire respecte les conditions de participation. Il existe cependant une obligation d'examen (art. 38 al. 3 LMP/AMLP), ce qui signifie que l'adjudicateur doit demander au soumissionnaire concerné des renseignements complémentaires afin de s'assurer qu'il respecte l'offre ainsi que toutes les conditions d'appel d'offres. Déjà dans la jurisprudence actuelle du Tribunal fédéral, l'adjudicateur pouvait en outre examiner et évaluer la plausibilité de l'offre comme CA (expressément communiquée) (ATF 143 II 553, consid. 7.2 ss).

Renseignements complémentaires

KBOP: Annexe 1 au Guide de la KBOP concernant l'acquisition de prestations de mandataire

KBOP: Annexe 1 au Guide de la KBOP concernant l'acquisition de prestations de construction

KBOP: Annexe 1 au Guide de la KBOP concernant l'acquisition de prestations dans le domaine de la gestion des bâtiments

Guide Romand, notamment annexes R et T

Conseil complémentaire concernant le droit des marchés publics: Direction de la DTAP/AMLP ou Centre de compétence des marchés publics de la Confédération (CCMP)

OUTILS

Les cantons suisses partagent leurs outils !

Home > Informations utiles >



Site officiel

ÉTAT DE VAUD

Les guides sur les marchés publics



Vaud

Dernière mise à jour / vérification le 22.03.2023

Voir ci-dessus sous Guide Romand pour les marchés publics.

Le canton de Vaud met à disposition les modèles suivants:

- Barèmes de pondération et barèmes de notation (grille de critères avec pondération, méthodes de notation des critères et sous-critères)
- Peine conventionnelle type pour le respect des conditions de participation
- Clause type concernant l'obligation de mise en place d'un système de contrôle par carte du personnel
- Procédure de contrôle des soumissionnaires et de leurs sous-traitants
- Formulaire de justification de l'utilisation de la procédure de gré à gré au sens de l'art. 21, al. 2 AIMP („gré à gré exceptionnel")

Le canton de Vaud met également à disposition des recommandations et des informations en matière de marchés publics sur son site internet:


- Notification des décisions sujettes à recours, indication des voies de droit et publication
- Recommandations sur le gré à gré comparatif
- Chronique des marchés publics (divers articles sur des thématiques variées en matière de marchés publics)
- Foire aux questions
- Statistiques des adjudicateurs vaudois
- Pages thématiques concernant les aspects sociaux et environnementaux des marchés publics

OUTILS

Les guides sur les marchés publics

La Confédération partage ses outils !







https://www.pap.swiss/fr




Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra


PAP plateforme de connaissances sur les achats publics responsables


Rechercher Login FR Soumettre une contribution

 **Fondamentaux/Bases**  Biens et services  Construction et immobilier  Aspects de la durabilité  À propos de la PAP 

Bases légales
Stratégie et principes directeurs
Procédure d'adjudication
Portails thématiques

**Toolbox achats responsables suisses**

**Instruments KBOB**

**Achats circulaires**

informations et des outils mis à disposition et utilisés par les services d'achat et les spécialistes de tous les niveaux fédéraux.

<https://www.pap.swiss/fr>

OUTILS

Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics KBOB



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Les guides sur les marchés publics

KBOB

Koordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane
der öffentlichen Bauherren
Conférence de coordination des services de la construction
et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics

Économiser les ressources tout en améliorant la qualité

Tel est l'objectif général de la KBOB.

La KBOB défend les intérêts de ses membres en tant que maîtres
d'ouvrage, propriétaires, gérants et exploitants d'immeubles.

Les membres de la KBOB sont les services de la construction et des
immeubles de la Confédération, des cantons ainsi que des villes et des
communes.

La KBOB assume notamment des tâches de coordination dans les
domaines suivants : marchés publics et contrats, prestations de
mandataire et travaux de construction, durabilité, numérisation et
BIM, exploitation des biens immobiliers, variations de prix ainsi que
normes et standards.

<https://www.kbob.admin.ch/fr/>

Le moto du SBAT :

Uniformisons nos outils !



Contrats-types et publications

La KBOB propose à ses membres soumis au droit des marchés publics des modèles d'appel d'offres, des contrats-types, des guides et d'autres documents nécessaires pendant toute la procédure d'appel d'offre. L'objectif est d'assurer une collaboration efficace et fiable entre les pouvoirs publics et leurs partenaires contractuels dans le domaine de la planification, de la construction et de l'exploitation d'ouvrages.

Les documents et modèles de la KBOB sont développés en continu en collaboration avec les associations professionnelles et sectorielles et sont ainsi adaptés en permanence aux évolutions actuelles.

L'utilisation des documents KBOB relève de la responsabilité des utilisateurs.

**Des modèles et des guides
régulièrement remis à jour en
collaboration avec les associations
professionnelles**

Ancien Cockpit KBOB

N°	Désignation du document → En cliquant sur un document, vous pouvez le télécharger	Prestation	Procédure	Versión
Légende				
O: Procédure de gr à gr; I: Procédure sur invitation; C: Procédure ouverte; B: Procédure restrictive PM: Prestations de mandataire; TC: Travaux de construction; BG: Gestion des bâtiments; PG: Prestations globales; PS: Prestations de services				
1	Préparation et calendrier de l'appel			→ Tous les modèles
01	Procédure concernant le appel de la procédure d'adjudication	PM	O, I, O, S	1.0
02	Calendrier de l'appel d'offres	PM	I, O, S	1.0
03	Calendrier de l'appel d'offres pour prestations effectuées dans le domaine de la gestion des bâtiments	GB	I, O, S	1.0
2	Documents de l'appel d'offres			
2.1	Acquisition de prestations de mandataire			→ Tous les modèles
03	Rescript des prestations de mandataire	PM	O, I, O, S	1.0
04	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	I	2.0
06	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
06a	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	3.0
06b	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06c	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06d	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06e	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06f	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06g	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06h	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06i	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06j	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06k	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06l	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06m	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06n	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06o	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06p	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06q	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06r	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06s	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06t	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06u	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06v	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06w	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06x	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06y	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
06z	Partie A: Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	S	2.0
07	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11a	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11b	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11c	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11d	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11e	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11f	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11g	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11h	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11i	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11j	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11k	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11l	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11m	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11n	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11o	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11p	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11q	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11r	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11s	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11t	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11u	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11v	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11w	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11x	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11y	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
11z	Partie B: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12a	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12b	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12c	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12d	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12e	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12f	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12g	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12h	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12i	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12j	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12k	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12l	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12m	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12n	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12o	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12p	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12q	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12r	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12s	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12t	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12u	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12v	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12w	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12x	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12y	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
12z	Partie C: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13a	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13b	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13c	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13d	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13e	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13f	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13g	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13h	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13i	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13j	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13k	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13l	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13m	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13n	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13o	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13p	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13q	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13r	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13s	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13t	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13u	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13v	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13w	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13x	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13y	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0
13z	Partie D: Offres et preuves pour la procédure d'adjudication des prestations de mandataire	PM	O	2.0

Recueil de documents (anciennement « Cockpit KBOB »)

Les documents de la KBOB sont classés par thèmes et peuvent être téléchargés librement par toute personne intéressée. Les modèles de documents au format Word doivent être complétés et adaptés individuellement.

- Les guides de la KBOB se situent parmi les modèles de contrats.
- La déclaration du soumissionnaire et d'autres preuves pour les procédures d'adjudication se trouvent respectivement dans la « partie B » des documents d'appel d'offres.

Si vous avez des questions sur le contenu des documents de la KBOB, veuillez consulter dans un premier temps le guide correspondant. Si vous ne trouvez pas de réponse à votre question dans le guide, la KBOB se tient à votre disposition pour tout renseignement à l'adresse kbob@bbl.admin.ch.

Vous trouverez des informations complémentaires et un support technique sur la première page des modèles de contrats et sous ce lien : [FAQ KBOB](#).

Table des matières

Recueil de documents (anciennement « Cockpit KBOB »)	↩
Prestations de mandataire	↩
Travaux de construction	↩
Prestations globales	↩
Gestion des bâtiments	↩
Prestations de services	↩
Autres contrats et guides y relatifs	↩
Informations complémentaires	↩
FAQ – Plate-forme d'information et de support pour les documents de la KBOB	↩

Table des matières

Recueil de documents (anciennement « Cockpit KBOB »)	↩
Prestations de mandataire	↩
Travaux de construction	↩
Prestations globales	↩
Gestion des bâtiments	↩
Prestations de services	↩
Autres contrats et guides y relatifs	↩
Informations complémentaires	↩
FAQ – Plate-forme d'information et de support pour les documents de la KBOB	↩

Prestations de mandataire

Préparation et calendrier de l'appel d'offres pour prestations de mandataire

Documents de l'appel d'offres: Acquisition de prestations de mandataire

↓ **Descriptif des prestations de mandataire**

Document KBOB 03

ZIP | 140.10 kB | 15 octobre 2024

↓ **Partie A; Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire (procédure sur invitation)**

Document KBOB 04

ZIP | 179.14 kB | 11 septembre 2024

↓ **Partie A; Dispositions sur la procédure d'adjudication des prestations de mandataire (procédure ouverte)**

Document KBOB 06

ZIP | 185.12 kB | 11 septembre 2024

Des dizaines de modèles sont à disposition des collectivités publiques et de leurs mandataires.



KBOB

Koordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane der öffentlichen Bauherren
Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des
maîtres d'ouvrage publics
Confederazione Svizzera
Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des
maîtres d'ouvrage publics
Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des
maîtres d'ouvrage publics

Procédure ouverte

Partie A

Dispositions sur la procédure d'adjudication
des marchés de construction

Marchés publics, appel d'offres
DOC-ID

0.1 Référence de votre dossier

CAP – Centre Archives et Patrimoine
Rue du commerce 100, 2300 La Chaux-de-Fonds

CFC 261 Ascenseurs

0.2 Genre de marché

Marché de construction.

0.3 Mode de procédure choisi

Procédure ouverte.

0.4 Marchés soumis aux accords internationaux

Oui.

0.5 Date de publication souhaitée Simap

Date: 24.01.2025

0 Table des matières

1	Pouvoir adjudicateur	3
1.1	Nom officiel et adresse du pouvoir adjudicateur	3
1.2	Les offres sont à envoyer à l'adresse suivante	3
1.3	Délai souhaité pour poser des questions par écrit	4
1.4	Délai de clôture pour le dépôt des offres	4
1.5	Date de l'ouverture des offres	4
1.6	Genre de pouvoir adjudicateur	4
2	Objet du marché	5
2.1	Objet du marché	5
2.2	Titre du projet du marché	5
2.3	Référence / numéro de projet	5
2.4	Marché divisé en lots / en plusieurs marchés	5
2.5	Vocabulaire commun des marchés publics	5
2.6	Objet et étendue du marché	5
2.7	Lieu de l'exécution	5
2.8	Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique	5
2.9	Options	6
2.10	Critères d'adjudication	7
2.11	Des variantes sont-elles admises?	8
2.12	Des offres partielles sont-elles admises?	8
2.13	Délai d'exécution	8
3	Conditions	9
3.1	Conditions générales de participation	9
3.2	Cautions/garanties	9
3.3	Conditions de paiement	10
3.4	Coûts à inclure dans le prix offert	10
3.5	Communauté de soumissionnaires	10
3.6	Sous-traitance	10
3.7	Critères d'aptitude	11
3.8	Justificatifs requis	12
3.9	Conditions pour l'obtention du dossier d'appel d'offres	12
3.10	Langues	13
3.11	Validité de l'offre	13
3.12	Adresse pour l'obtention du dossier d'appel d'offres	13
3.13	Conduite d'un dialogue	13
4	Autres informations	14
4.1	Conditions pour les soumissionnaires provenant d'États non membres de l'Accord sur les marchés publics de l'OMC	14
4.2	Conditions générales	14
4.3	Visite des lieux	14
4.4	Exigences fondamentales	14
4.5	Soumissionnaires préqualifiés et admis à la procédure	14
4.6	Autres indications	14
4.7	Organe de publication officiel	17
4.8	Indication des voies de droit	18
5	Documents à remettre (dans l'ordre)	19

Description de la procédure :

Partie A

(Entre 20 et 30 pages...)

La Partie A reste chez le soumissionnaire !

Partie A

Focus sur

2.10 Critères d'adjudication (Cad)

- Cad 1 – Prix
- Cad 2 – Compétences professionnelles
- Cad 3 – Durabilité

3.7 Critères d'aptitude

- a) Capacité professionnelle, technique (durabilité):
- Références de l'entreprise
- b) Capacité économique et financière :
- Extraits, attestations (RC, RP, assurances, etc.)

2.10 Critères d'adjudication (Cad)

☒ Selon les critères ci-dessous:

Critères	Pondération en % (G)	Sous-critères en %	Note (N)	N x G = P nombre de points max
Cad1 Prix	40 %		5	200
1.1 Prix de l'offre				
Cad2 Compétences professionnelles	25 %		5	125
2.1 Références du soumissionnaire				
Cad3 Qualité	25 %	15% 10%	5	125
3.1 Rapport technique				
3.2 Gestion de la qualité du projet				
Cad4 Durabilité	10 %		5	50
Total	100%			500

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur la base des documents de l'offre, sur les informations demandées par l'adjudicateur et les indications fournies par les soumissionnaires. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux soumissionnaires préalablement. Un critère ne sera pas utilisé deux fois durant une procédure. L'évaluation des offres est placée sous la responsabilité de l'adjudicateur qui peut s'adjoindre l'aide d'un collège d'experts ou d'un comité d'évaluation. L'adjudication est attribuée au soumissionnaire totalisant le plus grand nombre de points sur la base des critères évalués.

Évaluation des critères de qualité

Note	Degré de satisfaction des critères	Qualité des données fournies	En termes de plausibilité de l'offre
5	Très élevé	Excellente, offre correspondant très bien aux objectifs visés	Offre très transparente
4	Élevé	Bonne	Offre plausible
3	Suffisant	Répondant aux exigences de l'appel d'offres	Offre plausible pour l'essentiel d'offres
2	Insuffisant	Données ne correspondant pas assez bien au projet	Données non plausibles
1	Très insuffisant	Données insuffisantes, incomplètes	Offre non plausible
0	Ne peut être évalué	Ne peut être évalué	Non évaluable

Prix
Explications:
Évaluation du prix

Le prix est évalué selon la méthode au carré (T2, montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2), à savoir :

$$\text{note de l'offre évaluée} = \left(\frac{\text{coût de l'offre la moins chère}}{\text{coût de l'offre évaluée}} \right)^2 \times 5$$

3.7 Critères d'aptitude

☐ Selon les critères énoncés dans les documentations d'appel d'offres.

☒ Selon les critères ci-dessous:

Le non-respect par le soumissionnaire des critères d'aptitude est éliminatoire les preuves suivantes sont à fournir par l'entreprise lors de la remise de l'offre:

- a) Capacité professionnelle, technique (durabilité):
- ☒ Références de l'entreprise relatives à l'exécution de 1 ou 2 projets comparables avec le mandat prévu (en particulier du point de vue de son ampleur) durant les 10 dernières années. À fournir en utilisant le formulaire 3 (partie B, Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction; document n° 13 de la KBOB).
 - ☐ Preuve de l'application, par l'entreprise, d'un système de gestion de la qualité. À fournir en utilisant le formulaire 5 (partie B Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction, document n° 13 de la KBOB).
 - ☐ Preuve que l'entreprise dispose de ressources en personnel suffisantes pour que le projet de construction puisse être réalisé dans les délais. À fournir en utilisant le formulaire 2 (partie B, Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction; document n° 13 de la KBOB).
 - ☐ Durabilité: Les preuves sont à fournir en utilisant le formulaire 6 (partie B, Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction; document n° 13 de la KBOB).
 - ☐ Indication des chiffres d'affaires totaux réalisés par l'entreprise au cours des trois années qui ont précédé la publication de l'appel d'offres. Le chiffre d'affaires annuel moyen doit correspondre au moins au double du montant de l'offre présentée pour le mandat concerné. Données à indiquer sur le formulaire 2 (partie B, Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction; document n° 13 de la KBOB).
- ☐ Autres preuves:
-
- Preuves à fournir par l'entreprise sur demande du maître de l'ouvrage après la remise de l'offre et avant l'adjudication du marché:
- b) Capacité économique et financière:
- ☒ Extrait récent du registre du commerce (ne datant pas de plus de trois mois).
 - ☒ Extrait récent du registre des poursuites (ne datant pas de plus de trois mois).
 - ☒ Attestations d'assurance valables ou document dans lequel l'entreprise d'assurance prévue déclare son intention de conclure une assurance responsabilité civile professionnelle avec le soumissionnaire / la communauté de soumissionnaires au cas où celui-ci / celle-ci se verrait adjudger le marché.
 - ☐ Confirmation du garant (banque, assurance) qu'il fournira la garantie prévue au **chiffre 5 du projet de contrat d'entreprise de la KBOB**.
 - ☐ Autres preuves:
-
- ☐ Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de demander, après la remise de l'offre, d'autres preuves:
-

3.8 Justificatifs requis

- ☐ Selon les critères énoncés dans les documentations d'appel d'offres.
☒ Selon les critères ci-dessous:

Cad1 Prix Prix net offert, TVA comprise, tel qu'il apparaît dans le résumé de l'offre (partie B, Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction; document n° 13 de la KBOB, page 2) contrôlé et révisé par le maître de l'ouvrage (mandant).

Cad2 Compétences professionnelles	<p>Références du soumissionnaire relatives à l'exécution de 1 à 2 projets comparables avec le mandat prévu (en particulier du point de vue son ampleur) durant les 10 dernières années.</p> <p>À indiquer sur le formulaire 3 (partie B, Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction; document n°13 de la KBOB).</p>
--------------------------------------	--

Cad3 Qualité

Rapport technique décrivant les réserves techniques, l'organigramme pour l'exécution du mandat, le plan des installations de chantier, ainsi la procédure à suivre pour la bonne exécution du mandat.

À remettre en annexe au formulaire 7 (partie B, Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction; document n° 13 de la KBOB).

Programme efficace de gestion de la qualité du projet qui soit adapté au projet (au maximum 1 page(s) A4 ainsi que la description des risques et des mesures possibles (analyse du mandat).
À remettre en annexe au formulaire 5 (partie B, Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction; document n° 13 de la KBOD).

Cad4 Durabilité Les preuves relatives à la durabilité sont à remettre en annexe au formulaire 6 (partie B, Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction; document n° 13 de la KBOB).

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de demander, après la remise de l'offre, d'autres preuves indiquées dans la liste consignée :

- Soit, tous les justificatifs des informations données par le soumissionnaire dans son offre et clarifications nécessaires à la compréhension de celle-ci (voir chiffre 5).

3.9 Conditions pour l'obtention du dossier d'appel d'offres

Déclaration d'acquisition du dossier d'appel d'offre souhaitée jusqu'au 12.03.2025
Prix: CHF 0.00

Conditions de paiement:

Les documents de l'appel d'offres sont mis à disposition gratuitement sur le site Internet www.simap.ch par le pouvoir adjudicateur.

5 Documents à remettre (dans l'ordre)

Les documents ci-dessous (ne concerne que les points précédés d'une croix) doivent être remis en deux exemplaires dûment remplis (1 papier et 1 numérique).

Justificatifs

Les documents suivants ne sont pas destinés à devenir des éléments contractuels. Ils ne servent qu'à la procédure d'adjudication (exception faite des documents qui sont cochés sous « Documents »). Il faut utiliser et remettre les formulaires de la partie B (Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction: document n° 13 de la KBOB).

- ☒ Déclaration LTN, Attestation CCT (formulaire 1, 1a et 1e)
- ☒ Renseignements sur le soumissionnaire (formulaire 2)
- ☒ Références du soumissionnaire (formulaire 3)
- ☒ Références des personnes-clés (formulaire 4)
- ☒ Gestion de la qualité du projet (formulaire 5)
- ☒ Durabilité (formulaire 6)
- ☒ Rapport technique (formulaire 7)
- ☒ Réserves techniques et questions en suspens
- ☒ Organigramme indiquant les noms et les fonctions des personnes prévues pour l'exécution du contrat
- ☒ Commentaire de l'offre considérée du point de vue de l'entreprise
- ☒ Plan des installations de chantier
 - ☐ Procédure
 - ☐ Description de l'organisation ou des services de maintenance
- ☒ Autres preuves:
 - Cahier de charge - descriptif des travaux (formulaire 9)
 - Attestation certifiée sur le respect de l'égalité salariale homme-femme (selon formulaire 1d)
 - Confirmation finale (formulaire 100)

Documents

Après l'adjudication et leur mise au point éventuelle, les documents ci-dessous deviennent des éléments contractuels selon le chiffre 2.1 du projet de contrat d'entreprise de la KBOB et doivent être remis comme partie constituante de l'offre (partie B, Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction; document n° 13 de la KBOB), accompagnés du projet de contrat d'entreprise de la KBOB et des annexes du maître de l'ouvrage:


Conditions spécifiques à l'ouvrage:

- ☒ CAN 102 ☐ CAN 103 ☐ CAN 111
☐
☒ Devis descriptif dûment rempli, contenant notamment les prix, ou description de l'ouvrage
☒ Programme des travaux au sens de l'art. 93 de la norme SIA 118
☐ Plan de paiement
☐ Programme de gestion de la qualité du projet (selon le formulaire 5, partie B)
☐ selon formulaire 6, partie B
☒ Organigramme indiquant les noms et les fonctions des personnes prévues pour l'exécution du contrat (annexe au formulaire 7, partie B)
☐ Plan des installations de chantier (annexe au formulaire 7, partie B)
☐ Autres documents :

Partie A

Focus sur les critères d'adjudication

- 3.8_ Justificatifs requis
- 5 Documents à remettre



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL

KBOB

Kordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane der öffentlichen Bauherren
Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics
Confederazione di coordinamento degli organi delle costruzioni e degli immobili dei committenti pubblici
Coordination Conference for Public Sector Construction and Property Services

Procédure ouverte

Partie B

Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction

(à compléter par le soumissionnaire)

☐ Marché selon la LMP/OMP: contient le formulaire 1a, si nécessaire 1b

☒ Marché selon l'AIMP: contient le formulaire 1, si nécessaire 1b

Désignation du projet: CAP – Centre Archives et Patrimoine
rue du commerce 100, 2300 La Chaux-de-Fonds.

Chef de projet du maître de l'ouvrage: Stéphane Brun

Maître de l'ouvrage
République et canton de Neuchâtel : Département de l'Économie, de la Sécurité et de la Culture (DESCO) &
Ville de La Chaux-de-Fonds : Département de l'Instruction publique, de la culture et de l'intégration (DICLI)

Adresse officielle du pouvoir adjudicateur
Nom: République et canton de Neuchâtel : Département de l'Économie, de la Sécurité et de la Culture (DESCO)
Représenté par le
Département de la santé, des régions et des sports (DSRS)
Service des bâtiments (SBAT)

Adresse: Case postale 1
NPA/Lieu: 2002 Neuchâtel 2
Pays: CH

Courriel:
Téléphone:

Soumissionnaire
Nom:
Adresse:
NPA/Lieu:
Pays: CH

Courriel:
Téléphone:

Travaux de construction selon le Catalogue des frais de construction (CFC)

(voir points 2.1, 2.6 dossier d'appel d'offres KBOB, partie A)

- CFC 261 Ascenseurs

Copyright 2024 KBOB
Version 2024 (4.0) français

Document KBOB n° 15
Offre et preuves pour prestations des marchés de construction
CFC 261

Page 1 sur 71

Offre

		Montants indiqués par le soumissionnaire	Montants après contrôle par l'adjudicateur
Prix brut de l'offre	CHF		
J.. rabais %	CHF	0.00	
Total intermédiaire 1	CHF	0.00	
J.. Escompte 2.00%	CHF	0.00	
J.. autres déductions	CHF		
Total intermédiaire 2	CHF	0.00	
J.. Prorata 1.60%	CHF	0.00	
J.. Planneau de chantier -500.00	CHF		
Prix net de l'offre, TVA non comprise (différence d'arrondi: CHF)	CHF	0.00	
TVA au taux de 8.10%	CHF		
Prix net de l'offre, TVA comprise (différence d'arrondi: CHF)	CHF	0.00	

CHF

L'escompte accordée par l'entreprise est valable pour le paiement des montants échus jusqu'à 60 jours maximum (NB : délais de traitement usuels si possible en 30 jours).

Tarifs horaires, hors taxe, des régies de l'entreprise

Personnel de surveillance	CHF/h	
Contremaître	CHF/h	
Spécialistes	CHF/h	
Main-d'œuvre qualifiée	CHF/h	
Auxiliaires	CHF/h	
Apprentis	CHF/h	

REMARQUES PRELIMINAIRES

Seul le document - dossier d'appel d'offres KBOB partie B - Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction - accompagné des justificatifs (point 2 du présent document) doit être retourné par le soumissionnaire. L'ensemble des présents formulaires doit être dûment rempli, complété, signé, paraphé et rendu sous format papier en 2 exemplaires (1x dossier papier + 1x digital).

Les autres documents tels que le dossier d'appel d'offres KBOB partie A et le projet de contrat d'entreprise KBOB ne doivent pas être retournés lors de la phase d'appel d'offres.

Il est inutile d'ajouter des annexes, des brochures, des présentations génériques de produits proposés par le soumissionnaire ou des références autres que celles demandées car seules les informations données dans la forme et/ou aux endroits indiqués sont pris en compte pour l'évaluation. L'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages supplémentaires, elles ne seront pas analysées.

L'ensemble des documents des versions papier, y compris les attestations officielles et les annexes demandées, doit être soigneusement relié, indexé et référencé afin de permettre une recherche aisée de l'information.

Le soumissionnaire soussigné a pris connaissance de toutes les données, conditions et descriptions de prestations et de projet comprises dans l'offre (éventuelles annexes incluses) et, par sa signature, reconnaît ces dernières.

Lieu / date

Timbre, signature(s)

Copyright 2024 KBOB
Version 2024 (4.0) français

Document KBOB n° 15
Offre et preuves pour prestations des marchés de construction
CFC 261

Page 3 sur 71

Offre et preuves à remettre:

Partie B

(Entre 30 et 200 pages ...)

Seule la **Partie B** doit être retournée à l'adjudicataire dûment remplie et signée.

Partie B

Extraits

- 1_ Annexes du maître de l'ouvrage
- 2_ Justificatifs à remettre

Formulaire 100 – CONFIRMATION FINALE

Résumé de l'offre

Ne concerne que les points précédés d'une croix.

1 Annexes du maître de l'ouvrage

- ☒ **Projet de contrat d'entreprise (annexes incluses)**
- ☒ Conditions particulières à l'ouvrage
 - ☒ CAN 102 Conditions particulières
 - ☐ CAN 103 Bases de calcul
 - ☐ CAN 111 Travaux en régie
 - ☐
- ☒ Liste de prestations / description de l'ouvrage
 - ☒ Plans selon liste
 - ☐ Plan directeur-qualité du maître de l'ouvrage
 - ☒ Construction durable: conditions pour les prestations de réalisation d'ouvrage (bâtiment)
 - ☐ Conditions particulières au marché de construction (incluse dans le cahier descriptif - partie B)
 - ☐
 - ☐ Formulaire «Garantie d'exécution»
 - ☐ Formulaire «Cautionnement solidaire»

2 Justificatifs à remettre dans le cadre de la procédure d'adjudication

- ☒ Devis descriptif dûment rempli, contenant notamment les prix
- ☒ Déclaration du soumissionnaire selon la loi sur le travail au noir (LTN) (selon le formulaire 1a)
- ☐ Attestation de la CCT du registre professionnel des branches Peinture/ Plâtrerie et Montage d'échafaudages (selon le formulaire 1b)
- ☒ Programme des travaux au sens de l'art. 93 de la norme SIA 118
 - ☐ Plan de paiement
- ☒ Programme de gestion de la qualité du projet (selon le formulaire 5)
- ☒ **Durabilité** (selon le formulaire 6)
- ☐ Organigramme indiquant les noms et les fonctions des personnes prévues pour l'exécution du contrat (selon le formulaire 7)
- ☐ Plan des installations de chantier (selon le formulaire 7)
- ☒ Attestation de la CCT du registre professionnel de la branche concernée (formulaire 1b ou formulaire 1c)
- ☐ Attestation certifiée sur le respect de l'égalité salariale homme-femme (selon formulaire 1d)
- ☒ **Attestations et justificatifs à présenter sur demande, dès la 1ère requête et dans un délai de 10 jours :**
 - paiement des cotisations AVS/AI/APG (part patronale y compris les parts employé déduites du salaire)
 - paiement des allocations familiales (AF)
 - paiement de la prévoyance professionnelle (LPP, 2ème pilier)
 - attestation d'assurance accident (LAA)
 - attestation de paiement des impôts
 - attestation d'inscription au registre du commerce ou dans un registre professionnel
 - extrait de l'office des poursuites
 -
- ☐ Offre pour un contrat de maintenance/entretien pour une durée de 5 ans (formulaire XXX)

Copyright 2024 KBOB

Document KBOB n° 13

Offre et preuves pour prestations des marchés de construction

Page 2 sur 2

Version 2024 (4.0) français

SEPC/2024

Confirmation finale

Formulaire 100

CONFIRMATION FINALE

En signant ce document, le candidat ou le soumissionnaire confirme qu'il : (Cocher la case, svp !)

<ul style="list-style-type: none">Accepte toutes les conditions définies dans tous les documents qui composent l'appel d'offres. En déposant son offre, le candidat atteste avoir reçu toutes les informations nécessaires à l'établissement d'une offre précise. Il déclare également connaître avec exactitude la nature de l'objet du marché qui fait l'objet de l'offre remise.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<ul style="list-style-type: none">Accepte strictement le contenu du document « Partie A - KBOB » et respecte toutes les conditions dudit document ; il s'engage à les respecter pendant la durée de la procédure de mise en concurrence jusqu'à la décision d'adjudication et pendant la durée de l'exécution du marché depuis la signature du contrat.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<ul style="list-style-type: none">Accepte strictement le contenu des « Conditions générales du maître d'ouvrage » qui font partie intégrante du projet de contrat d'entreprise KBOB.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<ul style="list-style-type: none">Accepte que le pouvoir adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si après ouverture et vérification des dossiers d'offre, il devait constater que le principe d'une saine et efficace concurrence n'était pas atteint.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

En cas d'association de soumissionnaires (consortium) ou de bureaux ou de pool pluridisciplinaire, tous les membres associés doivent signer un exemplaire de la présente annexe

A compléter par le soumissionnaire :

Raison sociale du bureau ou de l'entreprise :

.....

Date : Signature(s) * :

* Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager l'entreprise ou le bureau.

Copyright 2024 KBOB


Document KBOB n° 13

Offre et preuves pour prestations des marchés de construction

Page 3 sur 3

Version 2024 (4.0) français

SEPC/2024



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL

KBOB

Koordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane der öffentlichen Bauherren
Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Coordination Conference for Public Sector Construction and Property Services

Contrat d'entreprise

Exemple: ☐ maître de l'ouvrage / ☐ entreprise / ☐ direction des travaux

Désignation du projet: CAP – Centre Archives et Patrimoine,
Rue du commerce 100, 2300 La Chaux-de-Fonds

Chef de projet du maître de l'ouvrage: M. Stéphane Brun

Número du contrat: Lot 1501 Ascenseurs Número du crédit: 200078.01-I

Date du contrat:/...../.....

Prix total de l'ouvrage indiqué au chiffre 3.1
CHF CHF
(hors TVA) (TVA comprise)

conclu entre
représenté par
appelé ci-après

valablement représenté par

appelé ci-après

République et Canton de Neuchâtel, Département de l'Economie, de la Sécurité et de la Culture (DESC)

Département de la santé, des régions et des sports (DSRS)
Service des bâtiments (SBAT)
Case postale 1
2002 Neuchâtel 2

maître de l'ouvrage

dSA Daniele Stendero Architectes SA
c/o M. David Martinez, Pragma Partenaires SA,
Avenue Haldimand 103, 1400 Yverdon-les-Bains

direction des travaux et

En collaboration avec
Copyright 2024 KBOB
Version 2024 (4.1) français

Document KBOB n° 34
Contrat d'entreprise
CFC 261

Reorganisation der Schweizer Bauwirtschaft
l'organisation nationale de la construction
organizzazione nazionale della costruzione
bauernschweiz
construction suisse
costruttori svizzeri

Page 1 sur 21

0	Table des matières	
1	Objet du contrat	4
1.1	Projet	4
1.2	Étendue des prestations	4
2	Éléments contractuels et leur ordre de priorité en cas de contradiction	5
2.1	Liste des éléments du contrat	5
2.2	Ordre de priorité en cas de contradiction	5
3	Rémunération	6
3.1	Prix de l'ouvrage	6
3.2	Rémunération des travaux en régie non compris dans le prix de l'ouvrage selon le ch. 3.1 ci-dessus	6
3.3	Règle applicable aux autres déductions	7
3.4	Rémunérations supplémentaires	7
3.5	Variations de prix	7
3.6	Variations de prix dues au renchérissement pour les travaux en régie	7
4	Modalités financières	8
4.1	Modalités de paiement	8
4.2	Facturation et paiement	8
4.3	Délais de vérification et de paiement	10
4.4	Lieu de paiement	10
4.5	Escompte	11
5	Garanties	11
5.1	Garanties convenues	11
5.2	Garantie de bonne exécution, garantie de restitution d'acomptes et garantie pour défauts	12
5.3	Forme	12
6	Délais, termes et peines conventionnelles	12
6.1	Délais et termes	12
6.2	Peines conventionnelles pour dépassement des délais et des termes	13
6.3	Bonus pour exécution des prestations avant l'échéance des délais et termes contractuels	13
7	Interlocuteurs	13
8	Étendue des pouvoirs de représentation de la direction des travaux	14
9	Modifications de commande du maître de l'ouvrage	14
10	Conditions météorologiques défavorables	15
11	Paiement direct aux sous-traitants / consignation	15
12	Avis d'achèvement des travaux, vérification commune	15
13	Assurances	15
13.1	Assurance travaux de construction du maître de l'ouvrage	15
13.2	Assurance responsabilité civile d'entreprise	15
14	Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail, égalité salariale entre femmes et hommes, et droit de l'environnement	16
15	Clause d'intégrité	16
16	Accords spéciaux	17
17	Entrée en vigueur	20
18	Modifications du contrat	20
19	Droit applicable, litiges et for	20
20	Exemplaires	21
21	Signatures	21

Copyright 2024 KBOB
Version 2024 (4.1) français

Document KBOB n° 34
Contrat d'entreprise
CFC 261

Page 3 sur 21

A joindre également à l'appel d'offres:

Projet de contrat KBOB

(Entre 20 et 30 pages, sans cahier des charges/descriptif)

Le projet de contrat fait partie intégrante de l'offre, mais ne doit pas être retourné, comme pour les

Annexes

(rapports spécialistes, plans, etc.)

Projet de contrat KBOB

Conditions générales du maître d'ouvrage Art. 16 Accords spéciaux

Toutes conditions peuvent être adaptées en fonction du projet, du marché ou du lot. Les modifications aux textes proposés doivent toujours être validées par le maître d'ouvrage.

16 Accords spéciaux

Remarque aux mandataires : toute modification des accords qui suivent doit être préalablement discutée avec le Maître.

Responsabilité pour les défauts

L'entreprise garantit au maître de l'ouvrage le respect des exigences et répond de la non-conformité comme suit :

- Prise en charge du coût des essais du maître de l'ouvrage, y compris les frais de direction des travaux ;
- Prise en charge de la remise en état conformément à la norme SIA 118, art. 169 pour autant que :
 - La garantie de la durée de vie de l'ouvrage soit comparable à celle d'une exécution convenable ;
 - La remise en état soit possible sans démolition des structures porteuses..

Si un assainissement est réalisé, sa conception est arrêtée par le maître de l'ouvrage. Le choix des produits spéciaux adéquats se fait en commun. Les honoraires d'ingénieurs et d'expertises sont à la charge de l'entreprise.

Compte prorata

Sauf disposition contraire figurant dans les dispositions sur la procédure d'adjudication des marchés de construction (cf. Partie A – document KBOB n° 06), la part des frais supportés par l'entreprise, calculés sur la base du montant net du décompte, est prélevée par le compte prorata (application à forfait).

Le compte prorata couvre les éléments suivants :

- Fourniture de l'énergie électrique et eau
- Frais de réparation de petits dégâts dont les causes et les auteurs ne peuvent être reconnus
- Primes d'assurances Travaux de construction et Responsabilité civile maître d'ouvrage.

Soit pour un total de 1.6 %

Ce compte est applicable sous forme de compte prorata ; il est défini forfaitairement. Le maître de l'ouvrage ne présentera pas de décompte, ni de compte rendu de l'utilisation de ce compte prorata.

Publicité

Le maître de l'ouvrage met un panneau publicitaire commun de chantier à tous les entrepreneurs et à tous les fournisseurs.

Une déduction forfaitaire supplémentaire, de CHF 500.00 HTI, sera retranchée de la facture de l'entreprise au titre de participation aux frais du panneau de chantier pour autant que le nom de l'entreprise y figure.

La pose de panneaux publicitaire est soumise autorisation écrite du maître d'ouvrage.

Cas échéant, les bâches recouvrant les échafaudages doivent être positionnées en étroite collaboration avec le maître de l'ouvrage et les mandataires concernés.

Norme SIA 118 Conditions générales pour l'exécution des travaux de construction (2013)

Les dérogations, modifications et précisions décrites ci-dessous sont applicables au présent contrat.

Art. 11 - Adjudication de prestations déterminées à des tiers

En complément à l'art. 11, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter certaines prestations par des tiers, même si cette réserve ne figure pas dans le dossier d'appel d'offres.

Articles 12, 13 - Dossier d'appel d'offres - Description de l'ouvrage - Biens-fonds, droits et obligations

En précision aux articles 12, 13, l'entrepreneur/l'entreprise déclare avoir une connaissance suffisante des travaux qui lui sont confiés et des conditions locales et il s'engage à les réaliser pour le prix convenu.

Art. 36 - Représentation de l'entrepreneur

L'entreprise est responsable vis-à-vis du maître de l'ouvrage des divers sous-traitants qu'elle mandatera. De plus, elle assure la coordination des interventions d'entreprises sous-traitantes sur le chantier.

Art. 153 - Décompte final - Notion et objet

En complément de l'art. 153, les plans et documents du dossier de révision doivent être remis aux formats papier, pdf et dwg au maître de l'ouvrage au plus tard lors du décompte final.

Les parties se mettent d'accord sur les documents à fournir dans le dossier de révision. Une check-list, représentative des documents pouvant être exigés est annexée aux présentes conditions générales.

En plus des plans révisés, un dossier de plans simplifiés doit être remis au maître de l'ouvrage, à sa demande spécifique, selon les indications figurant dans la charte graphique.

Art. 172 - Délai de dénonciation des défauts - Objet et durée

En dérogation à l'art. 172, al. 1^{er}, le délai de garantie et de dénonciation des défauts portant sur l'enveloppe du bâtiment est porté à 10 ans.

Le délai de garantie commence à courir à partir du jour où la réception de l'ouvrage est approuvée et signée par les parties et les éventuels défauts corrigés.


Art. 180 - Prescription

En dérogation à l'art. 180, le délai de garantie et de prescription à raison des défauts portant sur l'enveloppe du bâtiment est porté à 10 ans.

Conditions de l'entreprise

Attention : Si d'éventuelles conditions générales ou particulières supplémentaires et spécifiques ont été insérées par l'entreprise soumissionnaire dans les documents remis lors de l'appel d'offres en procédure de marchés publics (invitation, ouvertes ou sélective), ces dernières ne seront en aucun cas être contraignantes pour le maître d'ouvrage. Cependant, pour qu'elles soient applicables, une validation unilatérale du Maître d'ouvrage est nécessaire et elles doivent figurer dans le contrat d'entreprise signé par les parties.

(M)



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL

KBOB
Koordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane der öffentlichen Bauherren
Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Procès-verbal d'ouverture des offres

Nom du contrat:
Délai de dépôt:
Date de l'ouverture des offres:

Procédure ouverte
Exemplaire/copie

Représentants du maître de l'ouvrage:
Objet:
Lieu:
Genre de travaux:

Secrétariat:

N°	Soumissionnaire / Consortium	Date du dépôt ¹⁾	Proposition du maître de l'ouvrage (P d'offre Variante d'entreprise (V))	Montant brut de l'ouvrage	Rabais (%)	Escompte (%)	Montant net de l'offre TVA inclus	Remarques

¹⁾ (Cachet de poste, cachet de dépôt ou attestation de dépôt)

Lieu /

Représentants du maître de l'ouvrage
Secrétariat

Copyright 2020 KBOB
Version 2020 (1.0) française

Document KBOB n° 14

Procès-verbal d'ouverture des offres

Page 1 sur 1

KBOB

Examen formel

N° du projet: 12145_EXEMPLE
Désignation du projet: Construction d'un nouveau bâtiment public
Objet du contrat: Travaux de l'entreprise de maçonnerie

Soumissionnaire (n° selon le PV d'ouverture des offres)

N°	Vises de forme grise	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
1	L'offre a été soumise dans les délais (cf. PV d'ouverture des offres)																				
2	Pas de modification (liste suppression, ajout, etc.) des documents de l'offre (Cf. PV)																				
3	Pas de modification (liste suppression, ajout, etc.) du projet de contrat																				
4	Tous les documents ont été remis par le maître des charges avant la date																				
5	Pas de réserve (liste soumissionnaire)																				
6																					

Pour l'acte de traitement (soumissionnaire)

Remarques concernant l'évaluation

N° Soumissionnaire

Justification

2012470144_Tables multiples_KBOB_Doc_K_130001KBOB.docx

Format 1.1

24.11.2025

KBOB

Révision des coûts

N° du projet: 12145_EXEMPLE
Désignation du projet: Construction d'un nouveau bâtiment public
Objet du contrat: Travaux de l'entreprise de maçonnerie

Soumissionnaire (n° selon le PV d'ouverture des offres)	1	2	3	4	5	6	7
	SOM_01	SOM_02	SOM_03				
Tout le contenu de l'offre est conforme au cahier des charges	oui						
Montant brut sans TVA (selon PV d'ouverture des offres)	1'000'000.00	900'000.00	1'000'000.00				
Déduction générale	-	-	-				
Différence après déduction technique	1'000'000.00	900'000.00	1'000'000.00				
Rabais selon offre	0.00%	- 0.00%	- 0.00%				
Escompte	0.00%	- 0.00%	- 0.00%				
Total	1'000'000.00	900'000.00	1'000'000.00				
Total net TVA (acompte compris (compensation de la participation))	77'000.00	89'000.00	84'700.00				
Total net TVA (acompte compris (compensation de la participation))	1'077'000.00	989'000.00	1'084'700.00				

Les outils d'évaluation KBOB

- PV d'ouverture des offres
- Tableau d'évaluation des critères

Etc...

FAQ – Questions fréquentes - KBOB

kbob-faq.ch
de fr it

de it | HOME NEWS FAQ INSTRUCTIONS DOCUMENTS SUPPORT

DOCUMENTS | documents actuels de la KBOB et versions précédentes

Les documents de la KBOB sont soumis à un processus d'amélioration continue (PAC). Ceux dont le contenu a été modifié ne sont pas publiés plus d'une fois par an (au 1er janvier; l'année peut être vue sur la première page ou dans le pied de page). Les versions provisoires ne contiennent que les corrections ou les modifications techniques urgentes. L'utilisation des modèles de la KBOB se fait sous la propre responsabilité des utilisateurs.

Vous trouverez ici la liste actuelle des versions de chaque document et leur version précédente en PDF. Cela vous permet de retracer les modifications pertinentes des documents de la KBOB en termes de contenu:

- Documents PAC, comparaison des versions (PDF)

Vous trouverez tous les documents actuels de la KBOB sur le [site officiel de la KBOB](#).

Vous trouverez un ZIP avec les documents contractuels les plus récents (contrats uniquement) ici: [kbob_documents_contractuels.zip](#)

Impressum - mentions légales - informazione legale

- +
1 sur 123

Nouveautés dans les documents de la KBOB dès le 01.01.2025

Sur les pages suivantes, vous trouverez une comparaison des versions des documents KBOB mis en ligne à partir du 1^{er} janvier 2025: Contrat de mandataire, contrat d'entreprise et contrats d'entreprise générale/totale.

Les passages modifiés par rapport à la version précédente (version 2024 du 1^{er} janvier 2024) sont **marqués en jaune**.

Table des matières

Versionsvergleich_f 2025
30f
34f
38f
39f
40f

Contrat de mandataires

Exemple Comparaison des versions avec modifications
surlignées en jaune

Document KBOB n° 30 - version 2025 (5.0)

Art. 12 Protection des systèmes informatiques contre les cyberattaques et obligation d'annoncer en cas d'accident

protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles applicables au lieu où la prestation est fournie.
Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il est tenu de les obliger par écrit à respecter les principes susmentionnés.

Pour chaque infraction à l'une des obligations mentionnées au présent chiffre, le mandataire doit payer au mandant une peine conventionnelle s'élevant à% de la rémunération hors TVA indiquée au chiffre 4.1 / 4.2, mais au minimum à CHF et au maximum à CHF

11 Clause d'intégrité

☐ Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la corruption et, en particulier, à s'abstenir d'offrir ou d'accepter toute libéralité ou tout autre avantage.
En cas de violation de cet engagement, le mandataire doit payer une peine conventionnelle au mandant. Celle-ci équivaut, par infraction, à 10 % de la rémunération contractuelle, mais au minimum à CHF 3'000.00. Le mandataire est rendu attentif au fait que toute violation de la clause d'intégrité entraîne en principe la résiliation du contrat pour justes motifs par le mandant.

☐

12 Protection des systèmes informatiques contre les cyberattaques et obligation d'annoncer en cas d'incident

☐ Par cyberattaque, on entend tout acte non autorisé ou malveillant visant à endommager ou à perturber les systèmes numériques ou les données des mandataires, ou à obtenir un accès non autorisé à ces systèmes ou à ces données.
Le mandataire s'engage à protéger ses moyens informatiques (c'est-à-dire les moyens relevant des techniques de l'information et de la communication, notamment les applications, les systèmes d'information et les données collectées ainsi que les équipements, produits et services qui servent au traitement électronique des informations) qui entrent potentiellement en contact avec l'objet du présent contrat de manière appropriée contre les cyberattaques, conformément à l'état actuel de la technique.
En cas d'échec de la défense contre une cyberattaque, le mandataire est tenu d'informer immédiatement le mandant, au plus tard dans un délai de 24 Stunden après avoir pris connaissance de l'attaque. La notification doit comprendre une description de l'incident, l'ampleur de l'atteinte et les contre-mesures prises ou prévues.

Les notifications doivent être adressées aux organismes suivants :

Le mandataire notifie l'incident au service de contact du mandant (voir chiffre 7) .(ici, vous pouvez indiquer les services à informer et décrire la suite concrète de la procédure)

Le mandataire s'engage à prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour limiter et réparer le dommage.
Les deux parties coopèrent afin de réduire les répercussions de la cyberattaque.

☐

13 Accords spéciaux

13.1 Dérogation et complément aux conditions générales

En dérogation et complément aux conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2025), il est convenu de ce qui suit:

.....

13.2 Délai de vérification et de transmission des décomptes

Le mandataire est responsable de vérifier les factures des entreprises et de les transmettre au mandant dans les délais spécifiés ci-dessous.

Copyright 2025 KBOB Document KBOB n° 30 Contrat de mandataire Page 12 sur 21
Version 2025 (5.0) français

DOCUMENTS SBAT - DoSP

[vd.ch](#) > [Etat, Droit, Finances](#) > [Marchés publics](#) > [Guide romand](#)



Guide romand pour les marchés publics

VERSION EN LANGUE ALLEMANDE

Introduction au Guide romand

[Introduction](#)

Annexes du Guide romand

A - B - C - D - E - F - G - H - I - J - K - L - M - N - O - P - Q - R - S - T - U - V - W - X - Y - Z

Codes couleurs utilisés dans les annexes du Guide romand

Compte tenu du fait que certains cantons romands ont adhéré à l'Accord intercantonal du 15 novembre 2019 sur les marchés publics (AIMP 2019), un code couleur est utilisé dans les annexes du Guide romand afin de distinguer les passages relevant de l'AIMP 1994/2001 (bleu) de ceux relevant de l'AIMP 2019 (vert). Les passages en noir s'appliquent aux deux régimes.

En ce qui concerne les annexes K (K1, K2, K3) et L (L1 à L12), des codes couleurs supplémentaires sont utilisés. Des informations à ce sujet figurent sur la première page des annexes K1 à K3 et L1 à L5, ainsi que dans l'annexe L.

Appels d'offres marchés publics

GUIDE ROMAND POUR LES MARCHÉS PUBLICS

Édition du
01.05.2020
entièrement revue et complétée

Edité par la Conférence romande des
marchés publics (CROMP)

Guide téléchargeable en ligne à l'adresse suivante:
<https://www.vd.ch/marches-publics-guide-romand>

<https://www.vd.ch/etat-droit-finances/marches-publics/guide-romand/guide-romand/>

DOCUMENTS SBAT - DoSP

Appels d'offres marchés publics

Exemple Annexe du Guide Romand > Intégration dans Partie A KBOB >

Intégration dans Partie B KBOB

ANNEXE P6

ENGAGEMENT À RESPECTER L'ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES

En signant ce document, les candidats ou les soumissionnaires confirment sur l'honneur respecter les dispositions légales concernant l'égalité entre femmes et hommes, et plus particulièrement l'égalité salariale. Par leur signature, les candidats ou soumissionnaires s'engagent également à vérifier que leurs sous-traitants les respectent aussi.

En cas de consortium ou d'association de bureaux ou de pool pluridisciplinaire [communauté de soumissionnaires, cf. art. 31 AIMP 2019], tous les membres associés doivent signer un exemplaire de la présente annexe.

Bascs légales

Les bases légales qui fondent cet engagement sont les suivantes :

- L'art. 8 al. 3 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, qui consacre le principe de l'égalité entre hommes et femmes, en particulier le droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.
- La Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg-RS 151.1), du 24 mars 1995, qui interdit toute forme de discrimination fondée sur le sexe dans les relations de travail.

- L'art. 11, let. f AIMP 1994/2001, qui précise que l'égalité de traitement entre hommes et femmes est un principe devant être respecté lors de la passation des marchés.

L'art. 12, al. 1 et 2 AIMP 2019, qui précise que les marchés publics ne sont adjugés qu'à des soumissionnaires qui respectent les dispositions relatives à l'égalité de traitement salarial entre femmes et hommes.

- Les lois et règlements cantonaux sur les marchés publics.

Le respect du principe de l'égalité entre femmes et hommes permet d'éviter les distorsions entre les concurrents. En effet, les candidats ou soumissionnaires qui respectent les dispositions susmentionnées ne doivent pas être désavantagés par rapport à celles et ceux qui ne les respectent pas.

Contrôles

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler la juste application de la LEg. Pour ce faire, il peut exiger, à tout moment, la preuve du respect de l'égalité entre femmes et hommes, et en particulier de l'égalité salariale. Une instance externe, compétente sur le plan cantonal, peut être désignée pour effectuer ce contrôle.

Les candidats, soumissionnaires ou adjudicataires du marché sont tenus de fournir sur demande les données nécessaires aux contrôles, notamment les données salariales sous forme individuelle et anonyme.

En cas de discrimination fondée sur le sexe constatée lors du contrôle, le pouvoir adjudicateur peut exiger des candidats, soumissionnaires ou adjudicataires du marché de prendre les mesures nécessaires afin de respecter le principe d'égalité entre femmes et hommes. Ils doivent alors apporter la preuve de leur mise en conformité, dans un délai donné. Le contrôle peut également toucher les sous-traitants.

[Sur ces points, cf. art. 12, al. 5 et 6, AIMP 2019.]

Mesures et sanctions

En cas de non-respect des dispositions sur l'égalité entre femmes et hommes, des mesures et sanctions peuvent être prises conformément au droit cantonal (exclusion de la procédure ou exclusion de toute procédure d'appel d'offres pendant une période définie, révocation de l'adjudication, amende administrative). (L'art. 44 et 45 AIMP 2019 prévoient les mesures et sanctions suivantes, exclusion de la procédure, radiation d'une liste ou révocation de l'adjudication, respectivement exclusion des futurs marchés pour une durée maximale de 5 ans, amende pouvant aller jusqu'à 10% du prix final de l'offre.)

Auto-analyse de l'égalité salariale

Les candidats, soumissionnaires ou adjudicataires du marché peuvent effectuer une analyse de l'égalité des salaires. L'analyse doit être effectuée selon une méthode scientifique et conforme au droit. Cet auto-contrôle ne remplace pas un éventuel contrôle par le pouvoir adjudicateur ou une autre autorité compétente.

La Confédération met gratuitement à la disposition des employeurs un outil d'analyse standard intitulé Logib. Cet outil comprend deux modules. Le module 1 repose sur une méthode statistique qui en fait un outil particulièrement adapté pour les grandes entreprises employant un nombre élevé de salariés-e-s. Les plus petites entreprises peuvent quant à elles utiliser le nouveau module 2. Cet outil est téléchargeable à l'adresse internet suivante: <https://www.sbg.admin.ch/sbg/f/ihome/prestations/logib-usage.html>. Un tutoriel, des formations ainsi que des entreprises proposant dans leurs services de réaliser l'analyse de l'égalité des salaires avec Logib sont proposés sur le site internet du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes.

CROMP - Guide romand pour les marchés publics Version du 15 avril 2025

4 Autres informations

4.1 Conditions pour les soumissionnaires provenant d'États non membres de l'Accord sur les marchés publics de l'OMC

Voire chiffre 3.1 du présent document.

4.2 Conditions générales

Les Conditions générales du maître de l'ouvrage dans leur version inclue au chiffre 16 « Accords spéciaux » du projet de contrat d'entreprise KBOB sont applicables.

4.3 Visite des lieux

Aucune séance d'information.

4.4 Exigences fondamentales

- Conformément à l'art. 12 LMP.
- Les marchés publics portant sur des prestations à exécuter en Suisse ne sont adjugés qu'à des soumissionnaires qui respectent les dispositions relatives à la protection des travailleurs, à l'égalité de traitement salarial entre femmes et hommes, les conditions de travail et le droit de l'environnement.
- En application de l'article 8 al. 2 de la Loi cantonale sur les marchés publics (LCMP), l'entreprise employant plus de 20 personnes (sans les apprentis) et concernée par un marché supérieur à CHF 30'000.00 doit remettre au mandant une attestation confirmant le respect de l'égalité salariale entre femmes et hommes, certifiée par un organe indépendant (par. Ex. Logib - Module 1 ou Module 2).
- Si la prestation est exécutée à l'étranger, le soumissionnaire déclare respecter les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT).

La déclaration figurant sur le formulaire 1 (partie B, Offre et preuves pour la procédure d'adjudication des marchés de construction; document n° 13 de la KBOB) doit faire partie intégrante de l'offre. Elle doit obligatoirement être signée par le soumissionnaire.

4.5 Soumissionnaires préqualifiés et admis à la procédure

Aucun

4.6 Autres indications

Devis monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le franc suisse (CHF).

Nombre d'offres admises

Pour un marché déterminé, un mandataire, une entreprise ou une société, ainsi qu'un consortium d'entreprises ou, le cas échéant, une association de bureaux, ne peut déposer qu'une offre en qualité de soumissionnaire. Les bureaux ou entreprises portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ou entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au soumissionnaire concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres soumissionnaires portant ou non la même raison sociale.

Copyright 2024 KBOB Document KBOB n° 08 Dispositions sur la procédure d'adjudication des marchés de construction, Procédure ouverte Page 14 sur 20

Engagement à respecter l'égalité entre femmes et hommes (Annexe P6) - Formulaire 1

En signant ce document, les candidats ou les soumissionnaires confirment sur l'honneur respecter les dispositions légales concernant l'égalité entre femmes et hommes, et plus particulièrement l'égalité salariale. Par leur signature, les candidats ou soumissionnaires s'engagent également à vérifier que leurs sous-traitants les respectent aussi.

En cas de consortium ou d'association de bureaux ou de pool pluridisciplinaire [communauté de soumissionnaires, cf. art. 31 AIMP 2019], tous les membres associés doivent signer un exemplaire de la présente annexe.

Bascs légales

Les bases légales qui fondent cet engagement sont les suivantes :

- L'art. 8 al. 3 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, qui consacre le principe de l'égalité entre hommes et femmes, en particulier le droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.
- La Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg-RS 151.1), du 24 mars 1995, qui interdit toute forme de discrimination fondée sur le sexe dans les relations de travail.
- L'art. 12, al. 1 et 2 AIMP 2019, qui précise que les marchés publics ne sont adjugés qu'à des soumissionnaires qui respectent les dispositions relatives à l'égalité de traitement salarial entre femmes et hommes.
- Les lois et règlements cantonaux sur les marchés publics.

Le respect du principe de l'égalité entre femmes et hommes permet d'éviter les distorsions entre les concurrents. En effet, les candidats ou soumissionnaires qui respectent les dispositions susmentionnées ne doivent pas être désavantagés par rapport à celles et ceux qui ne les respectent pas.

Contrôles

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler la juste application de la LEg. Pour ce faire, il peut exiger, à tout moment, la preuve du respect de l'égalité entre femmes et hommes, et en particulier de l'égalité salariale. Une instance externe, compétente sur le plan cantonal, peut être désignée pour effectuer ce contrôle.

Les candidats, soumissionnaires ou adjudicataires du marché sont tenus de fournir sur demande les données nécessaires aux contrôles, notamment les données salariales sous forme individuelle et anonyme.

En cas de discrimination fondée sur le sexe constatée lors du contrôle, le pouvoir adjudicateur peut exiger des candidats, soumissionnaires ou adjudicataires du marché de prendre les mesures nécessaires afin de respecter le principe d'égalité entre femmes et hommes. Ils ou elles doivent alors apporter la preuve de leur mise en conformité, dans un délai donné. Le contrôle peut également toucher les sous-traitants.

[Sur ces points, cf. art. 12, al. 5 et 6, AIMP 2019.]

Mesures et sanctions

En cas de non-respect des dispositions sur l'égalité entre femmes et hommes, des mesures et sanctions peuvent être prises conformément au droit cantonal (exclusion de la procédure ou exclusion de toute procédure d'appel d'offres pendant une période définie, révocation de l'adjudication, amende administrative). (L'art. 44 et 45 AIMP 2019 prévoient les mesures et sanctions suivantes, exclusion de la procédure, radiation d'une liste ou révocation de l'adjudication, respectivement exclusion des futurs marchés pour une durée maximale de 5 ans, amende pouvant aller jusqu'à 10% du prix final de l'offre.)

Auto-analyse de l'égalité salariale

Les candidats, soumissionnaires ou adjudicataires du marché peuvent effectuer une analyse de l'égalité des salaires. L'analyse doit être effectuée selon une méthode scientifique et conforme au droit. Cet auto-contrôle ne remplace pas un éventuel contrôle par le pouvoir adjudicateur ou une autre autorité compétente.

La Confédération met gratuitement à la disposition des employeurs un outil d'analyse standard intitulé Logib. Cet outil comprend deux modules. Le module 1 repose sur une méthode statistique qui en fait un outil particulièrement adapté pour les grandes entreprises employant un nombre élevé de salariés-e-s. Les plus petites entreprises peuvent quant à elles utiliser le nouveau module 2. Cet outil est téléchargeable à l'adresse internet suivante: <https://www.sbg.admin.ch/sbg/f/ihome/prestations/logib-usage.html>. Un tutoriel, des formations ainsi que des entreprises proposant dans leurs services de réaliser l'analyse de l'égalité des salaires avec Logib sont proposés sur le site internet du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes.

En application de l'article 8 al. 2 de la Loi cantonale sur les marchés publics (LCMP), l'entreprise employant plus de 20 personnes (sans les apprentis) et concernée par un marché supérieur à CHF 30'000.00 doit remettre au mandant une attestation confirmant le respect de l'égalité salariale entre femmes et hommes, certifiée par un organe indépendant (par. Ex. Logib - Module 1 ou Module 2).

Raison sociale du ou de la candidat-e ou soumissionnaire :

Date : _____

Signature(s) : _____

* Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager l'entreprise ou le bureau.

Copyright 2024 KBOB Document KBOB n° 18 Offre et preuves pour procédures des marchés de construction Page 24 sur 71

<https://www.vd.ch/etat-droit-finances/marches-publics/guide-romand/guide-romand/>

28 / ne.ch

CCMP SBAT-DoSP 28.11.2025

AUTRES OUTILS SBAT - DoSP



Appels d'offres marchés publics

Adjudicateur

Soumissionnaires

Appels d'offres sont soumis aux accords internationaux (+8.7 mios HT)

Clause des minimis

- Marchés de construction
- Prestations de services (mandats)
- Marchés de fournitures

Contrats (échange de prestations)

AUTRES OUTILS SBAT - DoSP

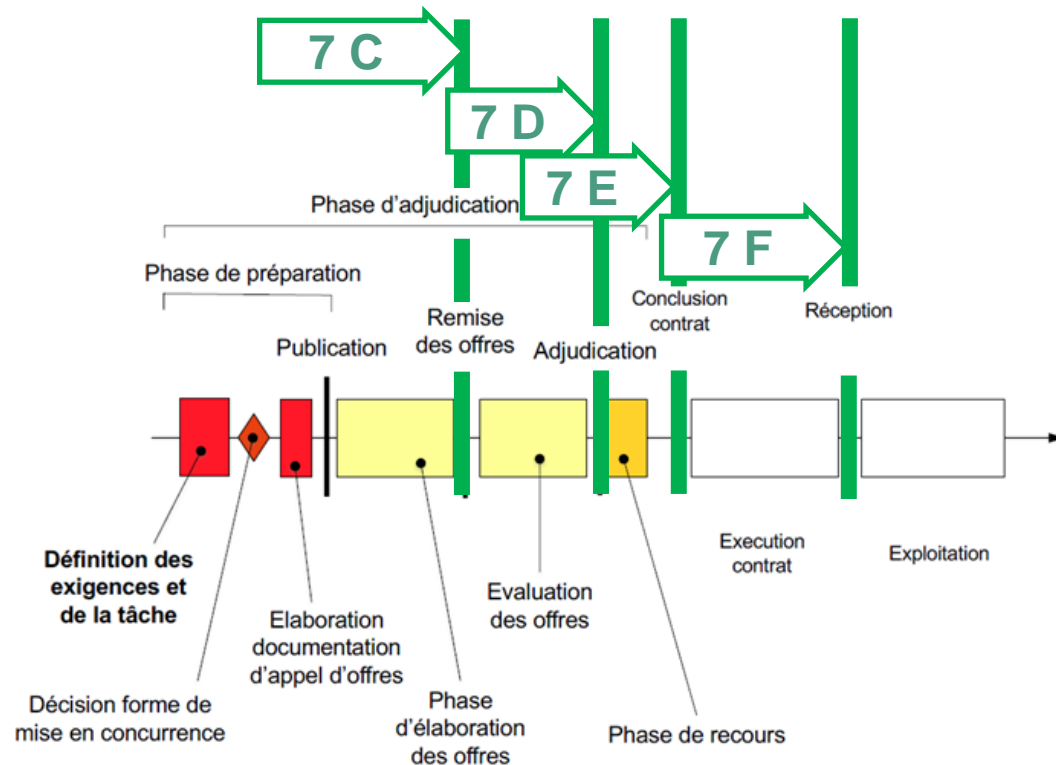
Appels d'offres marchés publics

The screenshot shows the RSN website interface. At the top, there is a navigation bar with icons for 'Accueil', 'Contenu', 'Rechercher', and 'Imprimer', along with the logo of the 'RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL'. Below this, the main content area is titled 'RSN en vigueur' and 'Accueil SILRSN'. A search bar is present with the text 'Recherche dans le document' and a dropdown menu for 'Mot(s) à rechercher'. Below the search bar, there are buttons for 'Ver. Préc.', 'PDF', 'TdM', and 'INFO'. The main heading is 'RECUEIL SYSTÉMATIQUE DE LA LÉGISLATION NEUCHÂTELOISE (RSN)'. A paragraph explains that the site allows consulting cantonal legislation, old RSN versions, RLN legislation, and links to FO publications. A box titled 'Nouveautés' (New) contains information about updates as of February 20, 2025, including links for 'Textes en vigueur non publiés au RSN', 'Toilettage du RSN', and 'Liste des textes retirés du RSN'. A sidebar on the left lists various categories under 'Recueil systématique', such as 'État - Peuple - Autorités', 'Droit privé - Procédure civile - Exécution', etc.

LES 4 PRINCIPALES ETAPES

Appels d'offres marchés publics

VADEMECUM - Chapitre 7 Attribution des mandats et travaux



- 7C Elaboration, publication des AO
- 7D Evaluation et adjudication des offres
- 7E Procédures de recours
- 7F Contrats, avenants (exécution)

MARCHES PUBLICS CHOIX DE LA BONNE PROCEDURE



SITE OFFICIEL

THÈMES

AUTORITÉS

PARTICULIERS

ENTREPRISES

ACCÈS DIRECTS

MÉDIAS

Rechercher...

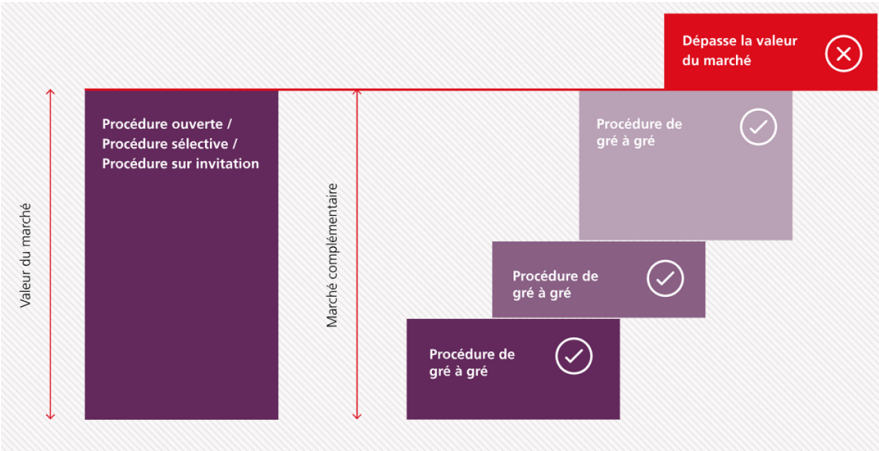
Accueil » Autorités » DESC » Service juridique » Marchés publics

SERVICE JURIDIQUE

MARCHÉS PUBLICS

Champ d'application	FOURNITURES (CHF HT)	SERVICES (CHF HT)	CONSTRUCTION (CHF HT)
Procédure de gré à gré	en dessous de 150'000	en dessous de 150'000	en dessous de 150'000 (second-œuvre) / 300'000 (gros-œuvre)
Procédure sur invitation	en dessous de 250'00	en dessous de 250'000	en dessous de 250'000 (second-œuvre) / 500'000 (gros-œuvre)
Procédure ouverte/sélective	dès 250'000	dès 250'000	dès 250'000 (second-œuvre) / 500'000 (gros-œuvre)

ATTENTION AU CUMUL DE MARCHES COMPLEMENTAIRES



MARCHES PUBLICS PUBLICATION SUR SIMAP



The screenshot shows the official website of the Canton of Neuchâtel (ne.ch). The header includes the logo and the text 'SITE OFFICIEL'. A navigation bar contains links for 'THÈMES', 'AUTORITÉS', 'PARTICULIERS', 'ENTREPRISES', 'ACCÈS DIRECTS', and 'MÉDIAS', along with a search bar labeled 'Rechercher...'. Below the navigation bar, a breadcrumb trail reads 'Accueil » Autorités » DESC » Service juridique » Marchés publics'. A dark green button labeled 'SERVICE JURIDIQUE' is visible. The main heading is 'MARCHÉS PUBLICS'. The content area starts with the question 'Où trouver les avis de marchés publics ?' followed by the title 'Simap.ch – Système d'information sur les marchés publics en Suisse'. The text explains that the platform www.simap.ch has been in service since 2002 and is a common electronic platform for 'DE CONFEDERATION + CANTONS + COMMUNES'. It also states that with the new law, 'IL N'EST PLUS NECESSAIRE DE PUBLIER' offers from the Canton of Neuchâtel in the official gazette (FO).

ne.ch
RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL

SITE OFFICIEL

THÈMES AUTORITÉS PARTICULIERS ENTREPRISES ACCÈS DIRECTS MÉDIAS Rechercher...

Accueil » Autorités » DESC » Service juridique » Marchés publics

SERVICE JURIDIQUE

MARCHÉS PUBLICS

Où trouver les avis de marchés publics ?

Simap.ch – Système d'information sur les marchés publics en Suisse

La plateforme Internet www.simap.ch a été mise en service en 2002. Elle constitue la plateforme électronique commune DE CONFEDERATION + CANTONS + COMMUNES dans le domaine des marchés publics.

Avec le nouveau droit, IL N'EST PLUS NECESSAIRE DE PUBLIER d'offres du canton de Neuchâtel dans la Feuille officielle (FO).

Pour de plus amples informations, les adjudicateurs peuvent contacter, par courriel, le Centre de compétences sur les marchés publics (CCMP) via le service juridique de l'Etat de Neuchâtel à l'adresse suivante : Service.Juridique@ne.ch



The logo for simap.ch features the text 'simap.ch' in a black, sans-serif font. A thick, orange curved line is positioned below the 'i' and 'm', resembling a stylized smile or a swoosh.

Questions, remarques ?